

20/12/2013

Pour la CES, l'UE n'a pas tenu sa promesse sur la dimension sociale - Des politiques bien plus ambitieuses sont nécessaires pour relancer l'économie européenne

La Confédération européenne des syndicats (CES) exprime sa profonde déception face aux conclusions du Conseil européen portant sur la dimension sociale de l'UEM. L'UE a besoin d'une dimension sociale pour contrer la concurrence à la baisse sur les salaires et sur les conditions de travail et de vie au sein du marché intérieur. Les travailleurs et les citoyens veulent vivre dans une société qui se soucie des personnes et pas seulement du marché.

Le pacte de croissance de juin 2012 ne relancera pas la croissance et l'emploi. 18 mois après son entrée en vigueur, le chômage se chiffre toujours à plus de 12% alors que le chômage des jeunes atteint jusqu'à 60% dans certains États membres. La capacité de prêt de la BEI devrait être multipliée par 4 et investie dans des projets européens de développement durable, particulièrement dans les pays en difficulté. Il faut un contrôle démocratique de l'affectation et de l'utilisation de ces fonds.

La CES réitère sa position selon laquelle les États membres doivent avoir un contrôle démocratique sur les arrangements contractuels entre l'UE et certains pays et non conditionnés à une application étriquée de réformes du marché du travail. La CES rejette catégoriquement les contrats de type Troïka imposés à certains pays.

La Secrétaire générale de la CES, Bernadette Ségol, a déclaré : « *Le Conseil européen continue à nous servir sa rhétorique habituelle ; la vérité est qu'il n'a pas tenu sa promesse sur la dimension sociale, pas plus que sur les investissements en faveur de la croissance et des emplois de qualité. La CES exige davantage d'action et moins de faux-fuyants – La CES demande une Nouvelle voie pour l'Europe* ».